

Le sang des Espagnols

Mourir à Paris

Après un article paru dans le quotidien l'Humanité, mercredi 06 février 2019
(<https://www.humanite.fr/histoire-la-retirada-ce-douloureux-exil-des-espagnols-en-france-667447>)

Un livre, des témoignages indispensables pour rappeler leurs souvenirs, la gratitude et l'admiration que nous leur devons pour leur sacrifice qui a contribué à mettre fin à l'occupation de la France et nous débarrasser de l'occupant nazi.

En ces moments de remontée du populisme, des égoïsmes, du nationalisme xénophobe, de l'oubli par les jeunes générations de ce que fut la lutte contre le fascisme en Europe, l'évocation de la vie, de l'engagement de ces six hommes, six parmi des centaines, des milliers, est un rappel utile, indispensable, pour que leur exemple nous inspire le courage, la solidarité de lutter pour le partage, la démocratie, pour le bien-être de tous, sans distinction de couleurs, de cultures, d'ethnies, de langues, de croyance, dans l'acceptation des autres.

Un retour indispensable sur l'histoire de l'Espagne.

Fin 19^e, début 20^e siècle, effondrement de la puissance espagnole et perte de prestige suite à la guerre perdue contre les Etats-Unis.

L'économie est aux mains des grands propriétaires terriens, les paysans sont dans la misère, l'Espagne peine à prendre le virage industriel, la religion catholique est religion d'État.

L'Espagne, neutre, ne participe pas à la 1^e guerre mondiale.

1923 : Le roi Alphonse 13, incapable de gouverner, abandonne le pouvoir à l'armée (Primo de Rivera) fascinée par le fascisme italien.

1930 : Incapable de rétablir l'ordre devant le mécontentement grandissant de la population, Primo de la Rivera démissionne, le roi Alphonse 13 fuit l'Espagne. La république est proclamée ; réforme agraire : la terre aux paysans, les propriétaires terriens résistent, forte diminution du budget de l'armée, séparation de l'église et de l'État mal admise par la population.

1932 : La tentative de coup d'État de l'armée échoue.
Des groupes fascistes s'organisent en phalange.
Antonio de la Rivera (fils du précédent) déclare : *Le fascisme (italien) nous apprend beaucoup !!*

La droite conservatrice (grands propriétaires terriens, église, militaires) gagne les élections.

1933 : Grève générale..... répression

1934 : Grève dans les Asturies (grande région minière), révolte des mineurs.....

Franco fait intervenir la légion étrangère..... répression massive.

Franco est nommé chef d'état-major en récompense de son rétablissement de l'ordre dans les Asturies,

Franco, le « sauveur » de l'Espagne, a le pied à l'étrier.

1936 : Le 16 février, nouvelles élections remportées par la gauche, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), la Gauche républicaine, Esquerra Republicana de Catalunya (ERC), le Parti communiste espagnol (PCE) et Acció Catalana, avec une légère majorité relative en nombre de suffrages, mais une avance importante sur le principal parti adverse, la Confédération espagnole des droites autonomes (CEDA), et une large avance en nombre de sièges obtenus (plus de 60 %). Source Wikipédia

Les conservateurs refusent le résultat des élections.

C'est l'affrontement.

Le 17 juillet 1936, le gouvernement légal lance un appel aux armes.

Franco demande et obtient l'aide d'Hitler ; c'est la légion Condor et l'aviation nazi au service des factieux (Guernica), l'Italie envoie 80 000 soldats pour soutenir Franco.

La **non-intervention** est le nom donné à la politique de la France et du Royaume-Uni pendant la guerre d'Espagne¹.

Les brigades internationales sont créées pour venir en aide aux républicains ; parmi les plus célèbres : Ernest Hemingway (« Pour qui sonne le glas ») et André Malraux (« L'espoir », « Sierra de Teruel »).

¹ En France, le Front populaire a été élu le 3 mai 1936. La position du Royaume-Uni fut déterminante : celui-ci aurait affirmé qu'en cas d'intervention française en Espagne, la France ne pourrait plus compter sur l'aide des britanniques face à l'Allemagne. C'est pourquoi, le choix est fait d'appliquer une politique de « non-intervention », seule solution permettant d'associer les Britanniques au règlement du conflit. (source wikipédia)

C'est dans ce contexte que Léon Blum (SFIO) propose le pacte de non-intervention, signé par la quasi-totalité des pays européens. Un Comité est créé à Londres pour en définir les modalités. Chaque pays se voit chargé d'empêcher la livraison d'armes en Espagne : les Britanniques doivent assurer le respect d'un embargo sur les armes dans l'Atlantique, la France dans les Pyrénées, et l'Italie sur la côte méditerranéenne. Dès 1935, entre la France et l'Espagne (où, ni d'un côté ni de l'autre, ne gouvernaient encore de fronts populaires) un accord commercial avait été signé, selon lequel devaient être livrés des armes pour une valeur de 25 millions de livres sterling. L'embargo sur les armes était donc une rétractation d'un engagement pris bien avant les Fronts populaires.

Cependant, ce pacte est une énorme hypocrisie. À l'exception des Britanniques qui font respecter l'embargo avec grand soin sur l'Atlantique, l'Allemagne nazie et le gouvernement de l'Italien Mussolini commencent rapidement leurs livraisons aux nationalistes. Dès septembre 1936, l'Union soviétique dénonce la situation et entame à son tour des livraisons d'armes aux Républicains en échange des 510 tonnes d'or de la banque d'Espagne qui deviendra « l'Or de Moscou ». (source wikipédia)

Les américains détournent les yeux ; le groupe Ford envoie du carburant et des véhicules aux nationalistes.

Pour bien comprendre la suite de l'engagement des républicains espagnols et des membres des brigades internationales, il faut savoir et retenir l'objectif de ces combattants :

**COMBATTRE LE FASCISME DANS TOUTE L'EUROPE,
PAS SEULEMENT EN ESPAGNE.**

C'est précisément cet objectif qui amènera ces combattants à continuer le combat en France, dans les forces françaises libres :

*Guérillero espagnol,
Je salue en toi tes vaillants compatriotes,
Pour votre courage,
Par le sang versé pour la liberté et pour la France,
Par tes souffrances,
Tu es un héros espagnol et français.
Charles de Gaulle.*

Certains mourront, non seulement à Paris mais aussi dans les maquis français (et parmi les fusillés de l'affiche rouge : « *Ils étaient étrangers et nos frères pourtant* », Aragon), mais aussi engagés dans la division Leclerc où ils constitueront « la Nueve » (La **9^e compagnie du régiment de marche du Tchad**, qui faisait lui-même partie de la 2^e division blindée ou Division Leclerc qui sera la première à entrer dans Paris en août 1945).

Juillet 1938 : dernière bataille pour le passage de l'Ebre (El ejército del Ebro).

La guerre civile est finie, c'est « La Retirada », l'exode, la retraite ; la terreur et la répression commencent, Franco déclare :

Je suis prêt à éliminer la moitié de la population espagnole pour que l'Espagne ne tombe pas aux mains des marxistes.

Janvier 1939 : En plein hiver, par le Perthus, en deux mois, 400 000 à 500 000 Espagnols se réfugient en France².

² Les femmes et les enfants sont séparés des hommes et dispersés dans toute la France.

Avec l'aide d'une institutrice suisse, elles parviennent à créer une maternité au château d'En Bardou, (classé monument historique en 2013) à Elne, géré par la Croix-rouge suisse entre 1939 et 1944 et dans laquelle sont nés de nombreux enfants de femmes déportées ou exilées à cause de la Retirada ou la Seconde Guerre mondiale. Les hommes sont désarmés et internés dans des camps (Argelès, Saint Cyprien, Barcarès, Rivesaltes) surveillés pas les « spahis », certains jusqu'en 1941.

Le destin de José Barón Carreño

Extraits du livre de Henri Farreny Del Bosque, cité en référence.

Comment choisir parmi le courage, comment choisir parmi la détermination à combattre, comment choisir parmi l'abnégation de tous ces hommes valeureux ?

Le destin semble désigner José Barón Carreño, non pas qu'il fut plus courageux, plus déterminé que les autres combattants cités dans ce livre, mais parce que le destin de cet Espagnol combattant en France ne fut scellé qu'en 2017 (*voir note en fin de document*).ⁱ

La mémoire de José Barón Carreño ne fut honorée à sa juste valeur que le 24 août 2017.

Voici un bref résumé de son histoire :

19 août 1944, 20h, boulevard St-Michel, un tir allemand tue un certain José Baron ; il n'est pas là par hasard, il est venu lutter et mourir à Paris parce qu'il est le chef de la Agrupacion de Guerrilleros españoles ; il a 26 ans, il a pris les armes contre le fascisme en 1938. Il n'a reçu qu'une balle, mais en plein cœur.

José Barón Carreño est identifié avec certitude parmi les 8 hommes nommés « Baron » dans la liste de victimes de la libération de Paris que Gilles Primout a constituée et publiée à partir de 2004 sur le site : <http://liberation-de-paris.gilles-primout.fr>

Le 26 mai 1978, le Consul Général d'Espagne à Paris a écrit au Secrétariat d'Etat aux Anciens Combattants :

« Madame Maria Carreño Martinez (...) vient d'apprendre par un des chapitres du livre « Republicanos Españoles en la Segunda Guerra Mundial » de l'écrivain Eduardo Pons Prades, les circonstances du décès de son fils lors de la libération de Paris, au cours des combats à la Place de la Concorde (*cette localisation paraît fausse*). A présent, elle voudrait connaître le lieu d'enterrement de son fils (...).

Le Secrétaire d'Etat a répondu en date du 29 août 1978 en indiquant que « José Barón Carreño » est décédé le 19 août 1944 à Paris 7^e et que ses restes mortels reposent au cimetière parisien de Pantin.

L'acte de décès dressé le 1^{er} septembre 1944 indique : 20h30 pour l'heure du décès, 26 ans pour l'âge et 29 rue de Bourgogne à Orléans (Loiret) pour l'adresse de résidence. Le corps a été transporté « Place Mazas » où se trouve l'Institut médico-légal de Paris.

Sur le registre des entrées de l'IMP, à la date du 20 août 1944, il est effectivement enregistré que le corps de « José Barón Carreño », 26 ans résidant rue de Bourgogne à Orléans, mort par « coup de feu » et « homicide » a séjourné ici.

La feuille de renseignements indique :

Genre de mort : Diagnostique du 7^e Secteur Sanitaire, « balle dans le cœur » ; la nationalité est déclarée « inconnue » ainsi que l'adresse de la famille.

La tombe de José Barón Carreño, portée à la connaissance du Consulat Général d'Espagne en 1978 grâce aux démarches de sa mère, se trouve dans un carré militaire du cimetière de Pantin où gisent plusieurs centaines de résistants tombés à Paris.

Le 3 septembre, ont eu lieu les funérailles du chef militaire de l'U.N.E., notre bien-aimé compatriote José Barón Carreño, mort glorieusement face à l'ennemi dans la lutte pour la libération de Paris.

Pour cette raison, un grand nombre d'Espagnols et de Français se sont réunis au cimetière de Pantin pour rendre un dernier hommage au regretté « Robert », chef de nos guerilleros.

José Barón Carreño avant la retirada

Selon le Journal Officiel du Ministère de la Défense Nationale (*espagnol*) n° 239, le 10 septembre 1938, il est nommé « sergent d'infanterie » dans un bataillon de mitrailleurs du XXIII) Corps d'Armée.

Après *la retirada*, il est interné dans les camps de concentration français, dont celui de Rivesaltes d'où il écrit à sa mère.

L'épilogue

Le 25 août 2014, le président du Sénat, Jean Pierre Bel, lui rend hommage devant sa tombe.

Il a constaté que sur toutes les tombes voisines, il était marqué « *mort pour la France* », mais pas sur celle de José Barón Carreño.

Sur le dossier présenté par l'AAGEF-FFI, la mention *mort pour la France* a été attribuée à José Barón Carreño le 8 juin 2015.

Le 24 août 2017, la mairie de Paris a solennellement inauguré la plaque sur le lieu où José Barón Carreño est tombé à l'angle du Bd Saint-Germain et de la rue de Viersexel dans le 7^e arrondissement.

Christian PESCHANG

LE SANG DES ESPAGNOLS MOURIR À PARIS

Henri FARRENY DEL BOSQUE

Préface d'Anne HIDALGO



Éditions
Espagne au cœur

ⁱ Pour les Espagnols, il s'agit aussi d'abattre la dictature franquiste ; l'espoir déçu de 1936-1939 renaît, la *reconquista de España* c'est peut-être maintenant, nombre d'Espagnols qui ont participé à la Résistance dans le nord descendent vers le sud.

A partir de septembre 1944, 10 à 12 000 guérilleros traversent la frontière entre Hendaye et Cerbère : c'est la dénommée *Ofensia de los pirinéos* ; mais les Alliés ne soutiennent pas l'offensive. Printemps 1945, c'est le retour des rescapés des camps nazis.

On ignore souvent que sur environ 450 000 réfugiés de la *retirada* (février 1939, sous le gouvernement Daladier) deux tiers ont été rapatriés en Espagne avant 1940 et il est très peu connu qu'une part significative de ces rapatriements ont été **effectués de force**. Après la victoire de 1945, l'espoir demeure parmi les exilés espagnols. (Peschanski)

Le 12 décembre 1946, l'ONU, adopte une résolution qui affirme que :
Par son origine, sa nature, sa structure et son comportement général, le régime franquiste est un régime calqué sur l'Allemagne nazie de Hitler et l'Italie fasciste de Mussolini et institué en grande

partie grâce à leur aide ; les peuples des Nations-Unies ont condamné le régime de Franco et décidé qu'aussi longtemps que ce régime subsistera, l'Espagne ne pourra pas être admise comme membre des Nations-Unies.

Pourtant le 7 septembre 1950, la police française déclenche l'opération Boléro-Paprika qui consiste à arrêter et bannir, sans jugement, plusieurs centaines d'antifascistes étrangers que le gouvernement considère comme dangereux.

Le motif déclaré : protéger la France de « *menées antinationales en relation avec l'Union soviétique* », motif qui semblait déjà à l'époque aussi loufoque qu'indigne et avéré sans fondement.

On peut opportunément rappeler en partie la constitution de ce gouvernement présidé par René Pléven, Pierre Métayer (SFIO), Guy Mollet (SFIO), Eugène Thomas (SFIO), Jules Moch (SFIO ; pour rappel de la carrière de ce « socialiste », il fait partie du gouvernement Blum en 1938, il signe les pleins pouvoirs à Pétain en 1940, il brise les grèves de mineurs en 1948 et 1949 grâce à 60 000 CRS, 3000 licenciements de syndicalistes avec 6 morts par-dessus le marché), Max Lejeune (SFIO), Olivier Lapie (SFIO), un certain François Mitterand, pas encore socialiste (il hésite !!), Gaston Defferre (SFIO), Albert Gazier (SFIO).

Donc, tous ces « socialistes » permettent une opération qui consiste à arrêter et bannir des militants antifascistes, dont certains ont combattu dans les FFL, dans les maquis et à Paris en août 1944 !

Pas un n'élève la voix, pas un ne démissionne !

Le 7 septembre 1950, par un simple arrêté du ministre de l'intérieur (Henri Queuille, Radical) des partis, associations et journaux espagnols, considérés d'obédience communiste, sont interdits et leurs dirigeants poursuivis ; 177 d'entre eux sont interpellés et déportés vers la Corse et l'Algérie. Le 7 octobre 1950, par un deuxième arrêté ministériel, *l'Amicale des Anciens FFI et résistants espagnols* est interdite, bien que des membres de sa direction nationale, officiers supérieurs FFI, aient reçu la légion d'honneur et d'autres décorations à titre militaire.

Parmi les nombreux anciens résistants qui ont protesté contre ces arrestations, déportations, interdictions, se trouvait l'Abbé Pierre, alors député du MRP (Mouvement Républicain Populaire) sous son nom originel : Henri Grouès.

En 2015-2016, une quarantaine de parlementaires français de tout l'éventail républicain et de nombreux autres élus, dont les maires de grandes villes et des présidents de conseils départementaux, ont signé un appel demandant que cet arrêté ministériel soit rapporté. Successivement saisis, les ministres de l'intérieur (puis premiers ministres, Manuels Valls, socialiste en France, *candidat de droite à la mairie de Barcelone en Espagne !!* et Bernard Cazeneuve) n'ont pas donné suite !!

L'Espagne franquiste est admise à l'UNESCO en janvier 1953 et à l'ONU en décembre 1955.

Entre 1950 et 1976, les procédures de reconnaissance des activités de résistances ont été déclarées forcloses, acte administratif qui a empêché jusqu'ici, faute de volonté politique réparatrice, l'homologation officielle d'un certain nombre d'unités combattantes espagnoles parmi les plus actives.